

Spots

Démocratie, je t'aime, moi non plus

Sous l'impulsion du Conseil de l'Europe, le premier Forum mondial pour la démocratie s'est déroulé pendant la semaine du 5 au 11 octobre à Strasbourg, sous une couverture médiatique, admettons-le, relativement discrète. Pourtant, le sujet n'est nullement dépourvu d'intérêt et même le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, avait honoré le forum de sa présence.

Au-delà des considérations médiatiques, le forum eut surtout le mérite de rassembler autour d'une même table différentes sensibilités en matière de gouvernance démocratique et d'offrir la possibilité à tout participant de questionner, tel un exercice d'introspection, ses propres idées sur la démocratie dans un monde globalisé et interdépendant.

Si d'un côté les slogans démocratiques – élections libres, des institutions qui veillent à la sauvegarde de la souveraineté



du peuple et au respect des libertés individuelles fondamentales – nous apparaissent comme (parfois trop) évidents, de l'autre, les relations entre ces différents éléments et leurs contenus, en d'autres termes, le parcours vers un modèle de gouvernance véritablement démocratique s'avère plus ardu. Car au-delà d'une simple proclamation de principes démocratiques, c'est bien le modèle de gouvernance, résultant du processus plus au moins démocratique, qui affecte au quotidien les individus citoyens.

Dès lors, ni le modèle ni le processus ne devraient être imposés de l'extérieur, pas plus que de l'intérieur, mais doivent être portés par une masse citoyenne critique. Pour qu'il y ait démocratie, il faut donc des citoyens! Encore faudrait-il définir citoyen, terme souvent confondu avec national.

Mais au-delà des questions de vocabulaire, si le but est de construire une démoc-

ratie légitime, qui s'appuie sur un socle sociétal le plus large possible, il semble judicieux de garantir un accès et une participation publique identique au plus grand nombre.

Aussi, pour que cette base citoyenne soit dynamique et vibrante, il est impératif que les citoyens se sentent simultanément les acteurs et les concernés du processus. En d'autres mots, les individus citoyens seront plus enclins à accepter un modèle et un processus s'ils ont le sentiment d'avoir été pris en compte, d'y avoir participé de manière égale, bref, de l'avoir façonné.

Les institutions publiques sont, par définition, garantes des droits des citoyens et du bon fonctionnement du processus démocratique. Elles ont le devoir non seulement de garantir ces droits, mais aussi de s'abstenir de toute ingérence dans leur jouissance.

Or, il est facile de constater que des problèmes persistent partout et à tous les

niveaux. D'un point de vue européen, le nombre de cas pendant devant la Cour européenne des droits de l'Homme en dit long sur le respect des libertés fondamentales sur le Vieux Continent.

De même, bien des institutions et organisations internationales échappent au contrôle du citoyen et ne respectent pas forcément les principes et les règles qu'elles-mêmes veulent imposer aux autres, ce qui ne contribue certainement pas à établir un climat de confiance entre le citoyen et le modèle démocratique existant.

Or, c'est exactement l'inverse qu'il nous faudrait. En effet, il conviendrait que les institutions publiques, qu'elles soient locales, nationales ou internationales, soient à la tête du peloton démocratique, qu'elles pointent le chemin à suivre et entraînent dans leur sillage le plus grand nombre d'individus citoyens.

JOAQUIM MONTEIRO,
LIGUE DES DROITS DE L'HOMME